

CHRONIQUE

Occupation du domaine public et concurrence.....2
Anastasia Poli - Gérard Terrien

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Peut-on accorder une subvention pour ériger une statue du pape Jean-Paul II surmontée d'une croix ?8
Conclusions M. Maréchal
TA Rennes 31 décembre 2009, M. André Le B. et M. Pierrick Le G.

• État

La décoration de la vitrine des magasins obéit-elle au régime d'autorisation relatif à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes ?11
Conclusions Frédéric Lénica
CE 28 octobre 2009, Ministre d'État, ministre de l'Écologie c/ Zara France

Le Premier ministre a-t-il l'obligation de prendre le décret relatif au Fonds national de financement de protection de l'enfance ?15
Conclusions Anne Courrèges - Observations Xavier Cabannes
CE 30 décembre 2009, Département de la Seine-Saint-Denis

Comment apprécier la compatibilité des activités d'une société avec son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ?24
Conclusions Mattias Guyomar
CE 15 janvier 2010, Société Fiducial SA

• Compétences des collectivités locales

Dans quelles conditions une collectivité territoriale peut-elle émettre des vœux ?28
Conclusions Édouard Geffray
CE 30 décembre 2009, Département du Gers

• Police administrative

Un maire peut-il priver de façon permanente et définitive un propriétaire de l'usage de son bien en interdisant toute occupation de l'immeuble dans l'attente d'une éventuelle acquisition amiable par la commune ?33
Conclusions Jean-Philippe Thiellay
CE 21 octobre 2009, Mme R.

• Domaines public et privé des collectivités locales

La résiliation d'un sous-traité d'exploitation de place peut-elle intervenir sans procédure contradictoire ?37
Conclusions Frédéric Dieu
CAA Marseille 5 novembre 2009, Société Islas Mujeres c/ Commune de Mauguio

• Fonction publique territoriale

La décision de non-renouvellement du contrat d'un agent doit-elle être précédée de la communication du dossier ?43
Conclusions Sébastien Davesne
CAA Versailles 22 octobre 2009, Commune d'Argenteuil

L'obligation de prise en charge, en cas de rechute d'un accident de service, incombe-t-elle à la collectivité d'origine si, à la date de la rechute, l'employeur de l'agent a changé ?46
Conclusions Isabelle Dely
CAA Paris 23 novembre 2009, Commune de Roissy-en-Brie

Quelles sont les modalités de réintégration d'un fonctionnaire territorial après un détachement de longue durée ?50
Conclusions Anne Courrèges
CE 11 décembre 2009, M. A.

Dans quelle mesure une classe peut-elle être assimilée à un grade ?54
Conclusions Rémi Keller
CE 13 janvier 2010, François Van Cappel de Premont

• Élections

La publication de la photographie du candidat aux côtés du président de la République dans la presse locale constitue-t-elle un argument électoral de nature à rompre l'égalité entre les candidats ?58
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 20 octobre 2009, Élections cantonales du 12e canton de Nice, Mme Frédérique G. épouse C.

• Contentieux des collectivités locales

Dans quelle mesure la responsabilité d'un département peut-elle être engagée à raison d'un refus d'agrément illégalement opposé à une demande d'adoption ?62
Conclusions Frédéric Lénica
CE 28 octobre 2009, M. et Mme F.

La modification des compétences entre une collectivité et un EPCI est-elle constitutive d'une présomption d'urgence ?67
Conclusions Édouard Geffray
CE 30 décembre 2009, Syndicat intercommunal à vocation unique de gestion du centre social inter communal rural

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération portant approbation de la révision d'un plan local d'urbanisme

CHRONIQUE

- La réforme des juridictions financières**82
Claire Bazy-Malaurie

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- À quelles conditions un conseil municipal peut-il procéder en cours de mandat à une nouvelle élection de ses délégués au conseil d'un EPCI ?**86
Conclusions Luc Derepas
CE 10 février 2010, M. B. et autres

• Actes des collectivités locales

- Une délibération autorisant l'échange entre une commune et un particulier d'un terrain appartenant à ce dernier contre un chemin communal, tout en imposant à l'intéressé une servitude de passage sur sa nouvelle propriété au profit des propriétaires riverains, est-elle un acte immédiatement créateur de droits ?**90
Conclusions Frédéric Dieu
CAA Marseille 3 décembre 2009, M. François P. c/ Commune de Furiani et Mmes M. et P.

- Peut-on accorder une subvention pour l'organisation des « Ostensions limousines » ?**94
Conclusions Jérôme Charret
TA Limoges 24 décembre 2009, M. G. et autres

• État

- Une autorisation au titre de la police de l'eau encourt-elle l'annulation en cas de lacunes graves du document d'incidence ?**99
Conclusions Thomas Besson
CAA Lyon 2 février 2010, Association ADEROC et commune de Daix

• Compétences des collectivités locales

- Une subvention d'une région à une association pour équiper des écoles au Nicaragua répond-elle à un intérêt local ?**104
Conclusions Chantal Descours-Gatin
CAA Paris 1er décembre 2009, Région Ile-de-France

• Services publics locaux

- Le juge administratif contrôle-t-il les modalités des réductions des tarifs des transports urbains décidées pour des raisons sociales ?**111
Conclusions Évelyne Paix
CAA Marseille 21 janvier 2010, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

• Fonctions publiques territoriale

- La décision de non-renouvellement du contrat d'un agent doit-elle être précédée de la communication du dossier ?** .118
Conclusions Sébastien Davesne
CAA Versailles 22 octobre 2009, Commune d'Argenteuil

• Organismes de coopération et de regroupement

- Quand un syndicat substitue la taxe d'enlèvement à la redevance, une communauté de communes membre peut-elle en profiter pour instituer la taxe ?**121
Conclusions Nathalie Escaut
CE 13 janvier 2010, M. R.

• Contentieux des collectivités locales

- Le moyen relatif à l'illégalité d'une décision mettant fin à la concession d'un logement de fonction, tirée de la violation d'une charge grevant un legs accepté par une commune, peut-il constituer une contestation sérieuse de nature à conduire le juge des référés à rejeter la demande d'expulsion de ce logement de fonction ?** ..128
Conclusions Nathalie Escaut Observations - Flavia Poujade
CE 8 janvier 2010, Mme A.

- Une association agissant pour le compte d'autrui a-t-elle un intérêt à agir ?**134
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 26 janvier 2010, Association du grand commerce Bocassien

- Un juge des référés peut-il statuer sur le même marché au titre du référé précontractuel puis au titre du référé suspension ?**138
Conclusions Nicolas Boulouis Observations - Paul Cassia
CE 3 février 2010, Communauté de communes de l'arc Mosellan

- À quelles conditions l'occupation irrégulière du domaine public justifie-t-elle l'urgence à expulser ?**145
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 3 février 2010, Commune de Cannes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Convention-type de transfert aux départements du parc de l'équipement**.....

CHRONIQUE

Une année après la réforme des procédures juridictionnelles devant les chambres régionales et territoriales des comptes, esquisse d'un premier bilan. Éric Thévenon 162

JURISPRUDENCE

• État

De quels éléments faut-il tenir compte pour compenser financièrement la « recentralisation » de l'aide médicale ? 165
Conclusions Édouard Geffray
CE 12 mars 2010, Département de La Réunion

Le grand contournement ouest de Strasbourg est-il légal ?170
Conclusions Cyril Roger-Lacan
CE 17 mars 2010, Association Alsace Nature environnement et autres

• Compétences des collectivités locales

La compétence d'une communauté urbaine en matière de logement social vaut-elle compétence pour l'accueil des gens du voyage ?183
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 30 décembre 2009, Brest Métropole Océane – BMO anciennement communauté urbaine de Brest

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le juge administratif est-il compétent pour se prononcer sur une interdiction de circulation sur un chemin d'exploitation forestière ?188
Conclusions Alexis Pernot
TA Besançon 10 novembre 2009, M. et Mme C. c/ Ville de Besançon

Un conseil municipal peut-il déclasser une école désaffectée depuis 1952 ?194
Conclusions Laurent Olléon
CE 27 janvier 2010, Commune de Mazayes-Basses

• Fonction publique territoriale

Peut-on intégrer dans la durée des services effectifs pour une éventuelle transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée la période pendant laquelle l'agent est sous contrat de droit privé ?199
Conclusions Alain de Pontonx
CAA Douai 5 novembre 2009, Mme Annette L.

Une administration peut-elle assigner une astreinte à une personne dont elle n'est pas l'employeur Dans quelles conditions l'exercice d'activités moyennant des avantages en nature caractérise-t-il l'existence d'un contrat de travail ?203
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 17 février 2010, Mme H.

Un agent public peut-il bénéficier de la protection fonctionnelle contre des faits de harcèlement moral dont il a été victime ?208
Conclusions Édouard Geffray
CE 12 mars 2010, Commune de Hoenheim

• Finances publiques locales

Un titre exécutoire émis par un SDIS à l'encontre d'une communauté de communes doit-il comporter, outre la signature de son auteur, la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci, conformément aux exigences posées par l'article 4 de la loi du 12 avril 2000 La délibération d'un SDIS mettant rétroactivement à la charge d'une communauté de communes une contribution complémentaire correspondant à la contribution réclamée à tort à une commune est-elle légal ?213
Conclusions Alexis Pernot - Observations Laetitia Janicot
TA Besançon 28 janvier 2010, Communauté de communes Jura Sud c/ SDIS du Jura

• Contentieux des collectivités locales

La victime d'une voie de fait doit-elle justifier d'un préjudice particulier pour obtenir réparation ?222
Observations Françoise Nési
Cass. civ. 9 septembre 2009, Pongérard et autres c/ Commune de La Possession

Un mémoire faisant état d'un protocole d'accord de prévention de l'expulsion produit tardivement justifie-t-il la réouverture de l'instruction ?224
Conclusions Catherine de Salins
CE 27 janvier 2010, Ministre de l'Intérieur c/ SA d'HLM Résidences urbaines de France

Un occupant sans titre peut-il bénéficier de la trêve hivernale Quel délai à compter de la démarche de l'huissier est-il susceptible d'engager la responsabilité de l'État pour non-exécution de l'ordonnance d'expulsion ?229
Conclusions Catherine de Salins
CE 27 janvier 2010, OPAC Habitat Marseille Provence

Le maire peut-il introduire une action en référé devant le juge civil sans autorisation préalable du conseil municipal ?233
Observations Laetitia Janicot
Cass. civ. 3 février 2010, Commune de Plougouvelin

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération d'un bénéficiaire du FCTVA pour l'application du dispositif du plan de relance pour l'économie relatif au FCTVA en 2010

CHRONIQUES

Les conditions de recours à l'emprunt par les collectivités locales doivent-elles être mieux encadrées ?246

Alain Levionnois

Les nouvelles recettes des collectivités locales après le remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale et l'IFER255

Laurent Chatel

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un département peut-il déléguer à sa commission permanente l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles touchant à l'adoption de son budget et de ses comptes ?262

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 2 mars 2010, Réseau ferré de France

• État

Sur qui pèse l'obligation de remise en état du site d'une installation classée ?267

Conclusions Mattias Guyomar

CE 29 mars 2010, Communauté de communes de Fécamp

Quelle est la portée de la condition d'indépendance qui pèse sur les experts en automobile ?271

Conclusions Mattias Guyomar

CE 29 mars 2010, M. A.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le refus de renouveler un bail consenti sur le domaine privé est-il détachable de la gestion de ce domaine, et, de ce fait, de la compétence du juge administratif ?274

Conclusions Laurent Olléon - Observations Julien Martin

CE 28 décembre 2009, SARL Brasserie du Théâtre

• Fonction publique territoriale

Le gouvernement pouvait-il par décret prévoir que la garantie individuelle de pouvoir d'achat soit applicable à la fonction publique territoriale ?286

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 2 mars 2010, Région Rhône-Alpes

• Finances publiques locales

La signature de l'avis des sommes à payer par l'ordonnateur est-elle nécessaire ?291

Conclusions Isabelle Dely

CAA Paris 1er février 2010, Commune de Pfafstatt

La mise à disposition par une commune d'un emplacement à la disposition des personnes désireuses d'exposer leur véhicule dans une enceinte fermée aménagée sur une place publique, moyennant un droit d'entrée, constitue-t-elle une activité assujettie à l'impôt sur les sociétés ?299

Conclusions Jean-Marc Vié

CAA Bordeaux 16 février 2010, Commune de Soumoulou c/ Ministre du Budget

• Élections

Quelles conséquences tirer de l'omission de statuer, en contentieux électoral, sur l'ensemble des griefs de première instance dans le cadre de l'effet dévolutif de l'appel ?308

Conclusions Frédéric Lénica

CE 2 avril 2010, M. F.S

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les modalités de notification au bénéficiaire d'un permis de construire du recours administratif adressé à l'auteur de celui-ci ?312

Conclusions Mattias Guyomar

CE 22 mars 2010, Mme .

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convention (pluri-)annuelle d'objectifs avec une association

CHRONIQUES

La possibilité d'invoquer la méconnaissance du principe de précaution dans le contentieux de l'urbanisme: l'exemple des antennes relais330
Samuel Deliancourt - Caroline Lantero

Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 est-il applicable aux contrats de délégation de service public en cours d'exécution ?335
Me Marchesini - Me Taillan

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

La convention de gestion du stade Jean-Bouin constitue-t-elle une délégation de service public ?339
Conclusions Chantal Descours-Gatin
CAA Paris 25 mars 2010, Association Paris Jean-Bouin et Ville de Paris c/ Paris-Tennis

• État

Le préfet peut-il légalement qualifier une aire d'accueil des gens du voyage de projet d'intérêt général ?355
Observations Samuel Deliancourt
TA Clermont-Ferrand 2 mars 2010, Commune de Saint-Rémy-en-Rollat

Le juge du référé-liberté peut-il apprécier si une décision d'hospitalisation d'office porte atteinte à la liberté d'aller et venir ?363
Conclusions Anne Courrèges
CE 1er avril 2010, M. S.

• Compétences des collectivités locales

Un président de conseil régional peut-il refuser une bourse d'études pour suivre une formation d'aide-soignante à une étudiante touchant une allocation de l'ASSEDIC Un décret peut-il modifier les critères de prise en compte des ressources des étudiants pour l'attribution de bourses d'études régionales en matière sociale et sanitaire ?368
Conclusions Gaëlle Dumortier - Observations Xavier Cabannes
CE 22 mars 2010, Région Ile-de-France
CE 22 mars 2010, Région Midi-Pyrénées

• Fonction publique territoriale

Une suppression d'emploi peut-elle être annulée pour détournement de pouvoir ?377
Conclusions Sébastien Davesne
CAA Versailles 29 décembre 2009, Commune de Saint-Germain-en-Laye

Quels délais de prescription faut-il appliquer en matière de restitutions de rémunérations d'agents publics ?381
Conclusions Édouard Geffray
CE 12 mars 2010, Mme V.

• Finances publiques locales

Une commune peut-elle s'opposer à la fiscalisation partielle ou totale de sa contribution à un syndicat intercommunal ?385
Conclusions Édouard Geffray
CE 12 mars 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales c/ Commune de Vroville

• Collectivités à statut particulier

L'entrée en vigueur d'une compétence normative de la Polynésie française est-elle subordonnée à la compensation des charges correspondant à son exercice ?389
Conclusions Julien Boucher - Observations Jean-Paul Pastorel
CE Avis 12 mars 2010, Société Maxima.

• Contentieux des collectivités locales

En cas de réception sans réserve des travaux communaux à l'origine de dommages à un tiers, l'entreprise responsable est-elle fondée à être garantie en totalité par la ville des condamnations prononcées à son encontre ?397
Conclusions Jean Michel Laso - Observations Julien Martin
TA Nice 16 février 2010, SA Électricité Réseau Distribution de France

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de demande d'autorisation de cumul d'activités à titre accessoire

CHRONIQUES

La nécessaire survie du code des marchés publics des communes de la Polynésie française.....416
Alain Moyrand

Le régime juridique des servitudes d'utilité publique annexées à un plan local d'urbanisme421
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un conseiller municipal dont la délégation est insuffisamment précise ou qui ne peut justifier de l'exercice effectif de ses fonctions peut-il bénéficier d'indemnités ? .423
Conclusions Jacques Lepers

CAA Douai 4 février 2010, Commune de Compiègne c/ Mme R. et autres

Une note explicative de synthèse détaillée doit-elle être adressée aux membres du comité syndical d'un SIVOM avant l'adoption du budget primitif ?428
Conclusions Timothée Gallaud

TA Melun 18 février 2010, Commune d'Ozoir-la-Ferrière

• Actes des collectivités locales

La commune doit-elle communiquer un régime indemnitaire ?432
Conclusions Julien Boucher

CE 10 mars 2010, Commune de Sète

• État

L'absence de consultation du service des domaines préalablement à l'enquête publique entache-t-elle la déclaration d'utilité publique d'illégalité ?.....438
Conclusions Pierre de Monte

TA Montpellier 9 février 2010, Association des riverains du boulevard nord-est c/ Préfet des Pyrénées-Orientales

L'article L. 5125-16 du code de la santé publique organise-t-il un recours administratif préalable obligatoire en matière de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie ?443
Conclusions Anne Courrèges

CE 16 avril 2010, M. B.

• Compétences des collectivités locales

Un projet portant sur la division en deux d'une parcelle, sur laquelle est implantée une maison d'habitation individuelle, en vue de la vente d'un seul lot destiné à la construction, entre-t-il dans la définition du lotissement énoncée par l'article L. 44 du code de l'urbanisme ?447
Conclusions Jérôme Charret

TA Limoges 4 février 2010, SCI La Pigeonnie 33

• Finances publiques locales

Les subventions accordées par une région à des organismes de formation professionnelle constituent-elles la rémunération de prestations de services soumises au code des marchés ?451

Conclusions Jérôme Charret

TA Limoges 6 mai 2010, Association pour la formation dans le massif central (Aformac), Fédération de la formation professionnelle (Ffp) Syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale (Ofdes), Fédération nationale des unions régionales des organismes de formation (Urof) c/ Région Limousin

• Contentieux des collectivités locales

Le juge administratif peut-il moduler le taux de majoration du prélèvement sur les ressources fiscales appliqué aux communes ne respectant pas l'objectif de construction de logements sociaux, issu de la loi SRU ?460

Conclusions Timothée Gallaud

TA Melun 18 février 2010, Commune de Boissise-le-Roi c/ Préfet de Seine-et-Marne

Un psychologue commet-il une faute de service en acceptant de transmettre à un avocat des informations relatives à la vie privée d'un usager ?465

Conclusions Alexis Pernot

TA Besançon 25 février 2010, M. C. c/ CHU de Besançon

Une irrecevabilité opposée en première instance peut-elle être régularisée en appel ?473

Conclusions Pierre Collin

CE 5 mai 2010, Comité de sauvegarde pour le domaine de la Coudoulière et M. Le Port

La procédure de consultation des électeurs en cas de fusion de communes est-elle conforme à la Constitution Le principe de libre administration des collectivités territoriales peut-il être invoqué dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité ?477

Conclusions Édouard Geffray

CE 18 mai 2010, Commune de Dunkerque

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convocation d'un fonctionnaire territorial devant le conseil de discipline.....

CHRONIQUE

Les zones de développement de l'éolien492
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

L'article L. 33-7 du code des postes et des télécommunications électroniques méconnaît-il le principe constitutionnel d'égalité ?499
Conclusions Frédéric Lénica
CE 8 juin 2010, Fédération française des télécommunications et des communications électroniques

• État

Une cession amiable après déclaration d'utilité publique ouvre-t-elle un droit à rétrocession pour l'ancien propriétaire ? 503
Observations Samuel Deliancourt
CAA Lyon 27 avril 2010, Cuissinat et autres

Quels sont les critères permettant d'apprécier la légalité d'une autorisation d'aménagement commercial depuis l'intervention de la loi de modernisation de l'économie ?...509
Conclusions Rémi Keller
CE 26 mai 2010, Société Montludis

Une installation classée peut-elle prétendre au bénéfice de l'antériorité postérieurement à son déménagement ?513
Conclusions Mattias Guyomar
CE 14 juin 2010, Ministre d'État, ministre de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durable c/ SARL Ennemond Preynat

La construction d'éoliennes constitue-t-elle une opération d'urbanisation ?518
Conclusions Cyril Roger-Lacan
CE 16 juin 2010, M. L.

Une déclaration d'utilité publique est-elle illégale en raison des atteintes excessives au droit de propriété et du fractionnement irrégulier de l'opération ?525
Conclusions Xavier Haïli
TA Marseille 28 juin 2010, Mme Jacqueline E. et autres c/ Préfet des Hautes-Alpes et Commune d'Orcières

• Fonction publique territoriale

Dans quelles conditions peut-on refuser de titulariser un agent handicapé recruté sur le fondement de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ?530
Conclusions Édouard Geffray
CE 26 mai 2010, Mme B.

• Collectivités à statut particulier

Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie peut-il refuser d'entériner la désignation d'un petit chef ?536
Conclusions Isabelle Dely
CAA Paris 7 juin 2010, Conseil coutumier de l'aire Djubéa-Kaponé et M. Hilaire Maou K.

• Contentieux des collectivités locales

L'article 103 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2008 est-il contraire à l'article 11 de la charte européenne de l'autonomie locale ?540
Conclusions Martine Kermorgant
CAA Versailles 1er avril 2010, Commune de Clamart c/ Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Le juge peut-il refuser de statuer sur une demande d'indemnisation d'un sinistre minier au prétexte que l'arrêté préfectoral le constatant n'est pas intervenu au moment de la demande ?546
Conclusions Cyril Roger-Lacan
CE 16 avril 2010, M. P.

La responsabilité d'une commune est-elle engagée pour défaut de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ?551
Conclusions Jean Michel Laso
TA Nice 18 mai 2010, Société « Lou Beou Cantoun »

Une commune peut-elle mettre en cause la responsabilité de l'État en cas de notification d'un montant prévisible des bases nettes d'impôts locaux erroné ?555
Conclusions Stéphane Dhers
CAA Versailles 17 juin 2010, Commune de Clamart c/ Ministre du Budget

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération portant acquisition immobilière par voie de préemption

CHRONIQUES

- La réforme du droit environnemental de l'affichage (1re partie).** Jean-Philippe Strebler.....572
- La Société publique locale** Marie-Yvonne Benjamin580

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- De quelle marge dispose l'Assemblée de Corse pour définir elle-même les règles de prépondérance en cas de partage des voix ?**.....584
- Conclusions Édouard Geffray
CE 26 mai 2010, Collectivité territoriale de Corse

• État

- La convention de mise à disposition des services de l'équipement à un département doit-elle être interprétée comme ayant forfaitisé l'indemnisation à verser à l'État au titre des surcoûts immobiliers liés à la mise en place du service « État / communes » ?**.....588
- Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 1er juillet 2010, Département du Nord c/ Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

• Compétences des collectivités locales

- Les dispositions du code de l'expropriation et du code de l'urbanisme qui prévoient la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec une opération déclarée d'utilité publique méconnaissent-elles le principe de la libre administration des collectivités territoriales ?**.....594
- Conclusions Mattias Guyomar
CE 15 septembre 2010, M. T.

• Police administrative

- Les maires sont-ils compétents en matière de police de la tranquillité sur les routes à grande circulation dans les départements de la petite couronne ?**.....598
- Conclusions Isabelle Dely
CAA Paris 10 mai 2010, Commune d'Alfortville

- Un maire peut-il prescrire que les établissements de vente à emporter et les épiceries de nuit doivent fermer à 23 heures – du 1er mai au 1er octobre – et à 22 heures – le reste de l'année ?**.....601
- Conclusions Jean Michel Laso
TA Nice 6 juillet 2010, Sarl Anteo, Sarl Avrova et autres, Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) et Syndicat national de l'épicerie, commerce de vins et boissons à emporter et fruitiers de luxe (SEVF), Sarl Les Pyramides

• Fonction publique territoriale

- La décharge de 10 % de la contribution due au CNFPT par les collectivités pour la prise en charge de fonctionnaires déchargés de fonction est-elle possible passé un délai de deux ans ?**.....606
- Conclusions Nicolas Boulouis
CE 23 juillet 2010, CNFPT

• Finances publiques locales

- Les jugements provisoires rendus par les juridictions financières doivent-ils être rendus en audience publique ?**.....609
- Conclusions Mattias Guyomar
CE 23 juillet 2010, Mme Richard D. et M. H.

• Contentieux des collectivités locales

- La validation par le législateur du transfert aux maires de certaines tâches pour la délivrance des passeports et cartes nationales d'identité est-elle conforme à la Constitution ?**.....613
- Conclusions Édouard Geffray
CE 25 juin 2010, Commune de Besançon

- Quelle est la juridiction compétente pour connaître des litiges portant sur la rémunération d'agents publics lorsqu'ils sont employés par une collectivité agissant comme un entrepreneur de spectacles vivants ?**.....617
- Conclusions Édouard Geffray
CE 26 mai 2010, M. et Mme B.

- La décision octroyant le concours de la force publique pour l'exécution d'un jugement du juge judiciaire ordonnant l'expulsion d'occupants sans titre est-elle susceptible d'un contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation ?**.....625
- Conclusions Jean-Philippe Thiellay
CE 30 juin 2010, Ministre de l'Intérieur

- Peut-on présenter un référé suspension devant une cour d'appel qui n'est saisie que de la contestation du désistement prononcé en première instance dans le cadre de l'instance au fond ?**.....629
- Conclusions Mattias Guyomar
CE 16 juillet 2010, Ville de Paris

- En l'absence de stipulation expresse précisant l'organe compétent pour agir ou représenter une association en justice, le pouvoir d'agir en justice est-il donné à l'organe désigné à l'effet d'administrer l'association ?**.....632
- Conclusions Bertrand Dacosta
CE 19 juillet 2010, Commune de la Chapelle-Saint-Luc

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Lettre de saisine de la commission administrative paritaire en cas de détachement dans la Fonction publique territoriale**.....

CHRONIQUES

La réforme du droit environnemental de l'affichage (2de partie).....650

Jean-Philippe Strebler

Les aides publiques au lancement de nouvelles lignes aériennes au service du développement des aéroports régionaux : un nouvel élan ?.....664

Patrick Thieffry

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Peut-on accorder des subventions à des congrégations religieuses pour l'amélioration du chauffage de leurs bâtiments sans violer la loi de 1905 ?.....667

Conclusions Cathy Schmerber

CAA Lyon 3 septembre 2010, Communauté des Bénédictins de l'abbaye Saint Joseph de Clairval – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

• Compétences des collectivités locales

À quelles conditions une société d'économie mixte peut-elle prendre en charge une activité économique ?.....674

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Syndicat national des agences de voyage

Les subventions aux services de transport en commun de voyageurs exploités par des entreprises privées ou en régie allouées par la région Ile-de-France sont-elles conformes au droit communautaire ?.....683

Conclusions Chantal Descours-Gatin Observations - Anémone Cartier Bresson

CAA Paris 12 juillet 2010, Région Ile-de-France c/ Syndicat autonome des transporteurs de voyageurs

• Finances publiques locales

L'exproprié peut-il demander au préfet de mandater l'indemnité d'expropriation qu'une commune a été condamnée à verser ?.....695

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune d'Angerville

• Organisme de coopération et de regroupement

Une communauté d'agglomération peut-elle financer un festival de jazz organisé par les communes membres ?.....700

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Communauté d'agglomération de Saint-Étienne

Métropole

• Contentieux des collectivités locales

La délibération par laquelle le conseil d'administration d'un SDIS prévoit une catégorie de dépenses à la charge des communes est-elle réglementaire ?.....706

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune de Béziers

Une union syndicale justifie-t-elle d'un intérêt pour agir contre un arrêté fixant les conditions de rémunération d'un directeur d'un centre d'action sociale ? Comment apprécier une « nomination pour ordre » ?.....712

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Centre communal d'action sociale de Loos

Une union syndicale justifie-t-elle d'un intérêt pour agir contre un arrêté fixant les conditions de rémunération d'un directeur d'un centre d'action sociale ? Comment apprécier une « nomination pour ordre » ?.....712

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune de Saint-Pol-sur-Ternoise

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération déléguant à l'exécutif la décision de recourir à l'emprunt.....

CHRONIQUES

- Réforme de la taxe professionnelle, suite et fin () En guise de clauses de revoyure, des ajustements en loi de finances**734
Romuald Goujon - Gaëtan Huet
- Les conditions d'octroi et de retrait d'une décision attribuant une subvention**738
Samuel Deliancourt - Caroline Lantero

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- La prescription quinquennale s'applique-t-elle à l'action en paiement d'une collectivité territoriale contre un élu de cette collectivité aux fins de remboursement d'avantages indûment perçus au titre de ses fonctions ?**742
Conclusions Édouard Geffray
CE 20 octobre 2010, M. M.

• Actes des collectivités locales

- Le maintien du portrait du maréchal Pétain dans la salle d'un conseil municipal est-il légal ?**746
Conclusions Nathalie Tiger
TA Caen 26 octobre 2010, Préfet du Calvados c/ Commune de Gonneville-sur-Mer

• État

- En cas de déclaration d'utilité publique d'une expropriation, le sous-préfet doit-il impérativement joindre son avis au dossier d'enquête transmis au préfet ?**752
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 2 juin 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
CE 2 juin 2010, Commune de Noisy-le-Grand

- Quelles sont les modalités de recensement de la population des communes Faut-il tenir compte des résultats des recensements intermédiaires pour l'établissement des recensements périodiques Comment tenir compte de la population d'une base militaire à cheval sur plusieurs communes ?**757
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 5 juillet 2010, Commune de Poussan
CE 5 juillet 2010, Commune de Saint-Servais

- L'article L. 410-1 du code de l'urbanisme pose-t-il une question sérieuse de constitutionnalité ?**765
Conclusions Pierre Collin
CE 7 octobre 2010, Mme B.

- Une déclaration d'utilité publique est-elle illégale en raison de l'absence de réels motifs d'utilité publique ?**769
Conclusions Philippe Grimaud
TA Marseille 2 novembre 2010, MM. Bertrand, B., M. et Mme E. H., M. A. H., M. M. D.

• Compétences des collectivités locales

- La mesure d'accompagnement social personnalisé doit-elle faire l'objet d'une compensation financière en application de l'article 72-2 de la Constitution ?**775
Observations Xavier Cabannes
Conseil constitutionnel 18 octobre 2010, Département du Val-de-Marne

• Police administrative

- Un maire peut-il refuser de supprimer les sonneries civiles de la cloche de l'église communale ?**779
Conclusions Timothée Gallaud
TA Melun 1er juillet 2010, Mme Nicole S., M. Frédéric P. c/ Commune de Boissettes

• Fonction publique territoriale

- Le contrat d'un collaborateur du service public doit-il expressément prévoir qu'il peut y être mis fin ?**783
Conclusions Mattias Guyomar
CE 22 octobre 2010, Mme P.

• Organismes de coopération et de regroupement

- Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine est étendu, peut-on procéder à l'élection de délégués supplémentaires sans qu'il soit besoin de procéder à une nouvelle élection de l'ensemble des délégués de la commune ?**787
Conclusions Jean Michel Laso
TA Nice 17 août 2010, Élections au conseil de la communauté urbaine Nice-Côte-d'Azur – Mme C. et autres – M. C.

• Contentieux des collectivités locales

- Dans quelle mesure un enfant majeur peut-il régulariser une requête formée par ses parents en son nom ?**792
Conclusions Rémi Keller
CE 23 juillet 2010, M. et Mme D. – M. D.
- À quelles conditions une interdiction municipale de circulation des poids lourds peut-elle engager la responsabilité de la commune ?**796
Conclusions Catherine de Salins
CE 4 octobre 2010, Commune de Saint-Sylvain-d'Anjou

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèle d'arrêté octroyant une permission de stationnement sur le domaine public communal**

CHRONIQUES

La réforme des taxes sur l'électricité et les collectivités territoriales814

Matthieu Houser

Section de commune et distribution des revenus en espèces excédentaires à ses ayants droit.....819

Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• État

Une commune de moins de 5000 habitants peut-elle être inscrite au schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage sans avoir été préalablement consultée ?825

Conclusions Jean Michel Laso

TA Nice 28 septembre 2010, M. Stanislas K. et autres

Comment faut-il appliquer les critères permettant d'apprécier la légalité d'une autorisation d'aménagement commercial depuis l'intervention de la loi de modernisation de l'économie ?.....828

Conclusions Rémi Keller

CE 4 octobre 2010, Syndicat commercial et artisanal de l'agglomération senonaise

CE 4 octobre 2010, Sens Distribution

L'autorité de chose jugée qui est attachée à la condamnation pénale réprimant une infraction au code de l'urbanisme s'impose-t-elle au juge administratif saisi d'un recours dirigé contre un arrêté interruptif de travaux ?.....836

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 novembre 2010, MEEDAT

L'absence de consultation du ministre de l'Intérieur préalablement à la création d'une réserve naturelle nationale constitue-t-elle une irrégularité substantielle ?.....840

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 novembre 2010, Société Groupe Pizzorno environnement et autres

• Compétences des collectivités locales

Le service ferroviaire délégué par une région à la SNCF peut-il emporter la faculté d'organiser un service complémentaire routier ?.....849

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 29 septembre 2010, Société Les Courriers automobiles picards

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quelle est l'étendue de l'obligation d'entretien d'un chemin vicinal ?.....853

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 16 novembre 2010, M. et Mme Bernard D.

• Fonction publique territoriale

Quels sont les droits de l'agent contractuel de droit public dont le contrat de recrutement a été suspendu par le juge des référés ?856

Conclusions Nathalie Escaut

CE 13 octobre 2010, M. G.

• Élections

Le caractère définitif de la démission d'un maire est-il subordonné au fait que l'intéressé prenne personnellement connaissance de son acceptation par le préfet ?.....862

Conclusions Maud Vialettes

CE 17 novembre 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

• Contentieux des collectivités locales

Un contribuable doit-il faire appel avant d'avoir obtenu une nouvelle autorisation de plaider ?870

Conclusions Maud Vialettes

CE 24 septembre 2010, M. A.

Un contribuable doit-il faire appel avant d'avoir obtenu une nouvelle autorisation de plaider ?870

Conclusions Maud Vialettes

CE 24 septembre 2010, Mme Claire B.

Le juge administratif est-il compétent pour statuer sur des conclusions tendant à l'indemnisation du préjudice résultant de la cession gratuite d'une parcelle ?878

Conclusions Thomas Besson

CAA Lyon 26 octobre 2010, M. Denis S.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de lettre de mise en demeure du maire à l'exploitant avant fermeture de son ERP